

REPUBLIQUE DU TCHAD
MINISTRE DE L'ACTION SOCIALE
ET DE LA FAMILLE

UNITE - TRAVAIL - PROGRES

**RAPPORT NATIONAL
D'EVALUATION DE LA MISE EN
ŒUVRE DES PLATE-FORMES
D'ACTION**

Juillet 1999

SOMMAIRE

SIGLES

I°) - APERCU GENERAL

II°) - INTRODUCTION

III°) - EVALUATION

1 - Rappel des objectifs

2 - Les Réalisations

IV°) - DIFFICULTES

V°) - RECOMMANDATION ET PERSPECTIVES

SIGLES

AGR : Activités Génératrices de Revenus

AFJT : Association des Femmes Juristes du Tchad

AJAC : Association de la Jeunesse Anti - Clivage

ASTBEF : Association pour le Bien Etre Familial

ATPDF : Association Tchadienne pour la Promotion et la Défense des Droit de l'Homme

BAD : Banque Africaine de Développement

BCR : Bureau Central de Recensement

BIT : Bureau International de Travail

CAF : Centre Africain pour la Femme

CELIAF : Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines

CDSR - AC : Centre de Développement Sous Régional - Afrique Centrale

CILONG : Centre d'Information et de Liaison des ONGs

CNIFD : Comité National d'Intégration de la Femme au Développement

CEMEAC : Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale

CLTT : Confédération Libre des Travailleurs du Tchad

CNS : Conférence Nationale Souveraine

CEDEF : Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes

DAS : Direction de l'Action Sociale

DEAFRP : Direction de l'Enseignement Agricole, des Formations et des Programmes

DE : Direction de l'Enfance

FOSAP : Fonds de Soutien aux Activités en Matières de Population

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

FONAP : Fond National d'Appui à la Formation Professionnelle

DPF : Direction de la Promotion de la Femme

FNUAP : Fonds des Nations Unies pour les Activités en Matières de Population

IEC : Information Education Communication

IFD : Intégration de la Femme au Développement

LYDH : Ligue Tchadienne de Droit de l'Homme

MASF : Ministère de l'Action Sociale et de Famille

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PNAM : Plan National d'Action Multisectoriel

PSAP : Projet de Services Agricole et Pastoraux

RNT : Radio Nationale Tchadienne

RR : Radio Rurale

RESEFAC : Réseau des Femmes de l'Afrique Centrale

SECADEV : Secours Catholique pour le Développement

SENAFET : Semaine Nationale de la Femme Tchadienne

SET : Syndicat des Enseignants du Tchad

TNV : Tchad non Violence

TVT : Télévision Tchadienne

UE : Union Européenne

1º) – APERCU GENERAL

APERÇU GENERAL

Vaste de 1 284 00 km², le Tchad, situé au cœur de l'Afrique, partage ses frontières avec 6 voisins qui sont : la Libye au Nord, la RCA au Sud, le Soudan à l'Est, le Cameroun, le Niger et le Nigeria à l'Ouest.

Avec un taux de croissance annuel de 3,1 % par an, sa population est estimée à 7,5 millions d'habitants dont 51,5 % de femmes (cf. programme de coopération Tchad/Unicef 2001-2005).

Le taux d'accroissement démographique annuel moyen est de 2,5%. Le taux de fécondité est 5,6 enfants par femmes en âge de procréer. Le taux d'alphabétisation des adultes est 33% en général, 47% pour les hommes et 16% pour les femmes. La population de moins de vingt ans représente 51%.

Le taux brut de natalité est de 41 pour mille, le taux d'accroissement naturel est 2,5%, le taux de mortalité infantile est de 132 pour mille, et de la mortalité féminine est de 14,2 pour mille, masculine 19,6 pour mille.

L'espérance de vie à la naissance est 47 ans pour les hommes et 54,5 ans pour les femmes.

Le sexe ratio (M/F) est 0,9 (Source BCR 96-97).

Sur le plan économique l'agriculture représente la principale activité des femmes où elles occupent 36% de la population active. Parallèlement aux activités domestiques qui demeurent leur apanage, les femmes excellent dans le secteur informel où elles exercent bon nombre d'activités économiques.

De Mexico à Béijing en passant par Copenhague, Nairobi, Abuja et Dakar etc..., le Tchad a été et, est toujours présent à toutes les rencontres internationales sur les femmes avec un seul souci : améliorer les conditions de vie de sa population féminine en vue de la participation effective et harmonieuse de celle-ci au processus de développement.

En effet, le référendum constitutionnel, les élections présidentielles et législatives, la création et l'installation effective de la Cour Suprême du Conseil Constitutionnel et les efforts entrepris en matière de décentralisation sont autant des actes concrets de démocratisation de la vie publique, susceptibles de permettre à la femme tchadienne de se rétablir dans ses droits. Cependant, beaucoup d'efforts restent encore à fournir dans le cadre de la participation et de l'implication effective des femmes au processus de développement.

L'objet du présent rapport est d'évaluer les actions menées par le Tchad après Béijing pour réduire les disparités entre hommes et femmes et ce, conformément aux domaines prioritaires définis dans les plates-formes dont la mise en œuvre a été consignée dans un plan d'action national multisectoriel.

Pour ce faire, le Département de l'Action Sociale et de la Famille, Ministère en charge de la mise en œuvre des recommandations de Béijing, a étroitement associé et impliqué plusieurs partenaires à son élaboration suivant les étapes ci-après :

- a) des réunions d'information et de sensibilisation sur les plates-formes regroupant les femmes de toutes les couches sociales de la capitale comme des provinces, ont été organisées avec la participation active des points focaux des autres Ministères, des ONG et des associations féminines ;
- b) un atelier d'élaboration du Plan d'Action Multisectoriel a été organisé ;
- c) un Comité de préparation de la 6^{ème} Conférence Régionale Africaine sur les femmes, comprenant les représentants des départements ministériels, des ONG, le CIL, ONG et le CELIAF a été mis sur pieds ;
- d) une lettre d'information à laquelle est annexé le plan de rédaction a été adressée aux partenaires précités, leur demandant de produire un rapport d'activités de leur secteur en matière de mise en œuvre des plates-formes ;
- e) des plénières ont été organisées non seulement pour apprécier l'état d'avancement des travaux de rédaction par chaque partenaire, mais aussi pour coordonner et harmoniser les points de vue et
- f) un rapport de synthèse tenant lieu de Rapport National d'Evaluation de la mise en œuvre des plates-formes de Dakar et de Béijing a été élaboré et, devrait faire l'objet d'un séminaire-atelier de validation auquel ont participé les représentants de tous les acteurs.

INTRODUCTION

Le Tchad, à l'instar des autres pays du monde a souscrit à la plupart des engagements et conventions en faveur de la femme, l'Intégration de la Femme au Développement (IFD), constitue une préoccupation majeure à tel point que lors de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) en 1993, une recommandation a été faite pour la création d'une institution autonome chargée de la mise en œuvre et suivi des actions menées par les femmes.

Suite aux recommandations de ce forum et aux engagements pris par le pays vis à vis des instances internationales, le Gouvernement tchadien s'est attelé à l'élaboration du document relatif à la politique d'Intégration de la Femme au développement et ce, conformément aux conférences régionale et mondiale qui ont eu lieu respectivement à Dakar (Sénégal) en 1994 et à Béijing (Chine) en 1995.

De retour de la Conférence Mondiale sur les Femmes tenue à Béijing en 1995, le Gouvernement tchadien a élaboré un Plan d'Action National Multisectoriel (PANM), lequel plan a pris en compte tous les domaines prioritaires.

Le Plan d'Action National Multisectoriel est le fruit d'une large concertation qui, dans le cadre d'un partenariat tripartite (Gouvernement, ONG et Société Civile et Coopération) a permis de définir les cinq (5) axes prioritaires :

- Amélioration du Statut Juridique de la Femme ;
- La valorisation des ressources féminines dans tous les secteurs ;
- La promotion économique de la Femme ;
- L'amélioration des conditions de vie de la Femme ;
- L'amélioration du cadre institutionnel de la Femme.

Au cours des ateliers et consultations sectorielles avec une équipe pluridisciplinaire, les cinq (5) axes ont permis l'élaboration d'un programme d'actions en neuf (9) points et ceci en conformité avec les domaines critiques des plates-formes d'actions. Il s'agit :

- lutte contre la pauvreté ;
- santé-affaires sociales ;
- agriculture-environnement ;
- participation à la paix ;
- éducation-formation ;
- socialisation famille-petite fille ;
- émancipation politique de la femme ;
- droit humain ;
- Information-Education-Communication en appui au plan d'Action Nationale Multisectoriel.
- suivi évaluation

Depuis lors, l'Etat Tchadien déploie des efforts considérables avec l'appui de ses partenaires de la Communauté nationale et internationale pour réaliser certains objectifs dudit plan. Certes, des progrès perceptibles ont été accomplis mais le Gouvernement entend faire mieux. De ces progrès, il faut noter :

- l'élaboration et adoption de la Politique Nationale d'Intégration de la Femme au Développement (loi 19/PR/95 du 4 septembre 1995) ;
- la création du Comité National d'Intégration de la Femme au Développement (CNIFD) ;
- le projet « Réduction de la Pauvreté et Actions en faveur des femmes (Financement BAD)

La mise en place des différents réseaux nationaux et l'application à des institutions sous-régionales, régionales et internationales tels que :

- le Réseau des Femmes du Sahel ;
- le Réseau des Femmes Ministres et Parlementaires ;
- le Réseau des Femmes pour la Paix.

Au regard de ce qui précède, le présent rapport s'articule autour des points suivants :

- I Rappel des objectifs des différents programmes
- II Réalisations
- III Difficultés
- IV Recommandations et perspectives.

III°) - EVALUATION

f2) Rapport des objectifs

PROGRAMME N° 1 :

Lutte Contre la Pauvreté

Objectif Global:

Renforcer la Participation des femmes à tous les niveaux de développement

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
1 - Elaboration des textes nationaux légaux et réglementaires levant les obstacles à la participation de la Femme au plan économique (1998)	- Nombre de missions effectuées	Membres d'équipes	Missions d'études des lieux	4 000 000
	- Textes élaborés	Membres d'équipes	Elaboration du projet des études	1 000 000
	- Rapport de Séminaire - Textes promulgués	MAQS, MASF Parlement	- Journée de réflexion pour armer/cadrer le projet	5 000 000
	COÛT TOTAL:			11 000 000

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
2 - Rectification et diffusion des textes internationaux favorables à l'épanouissement des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre textes collectés - Nombre textes ratifiés - Nombre textes diffusés 	Ministère Affaires étrangères Ministère Affaires étrangères Ministère de la Coopération	<ul style="list-style-type: none"> - Collectes des textes - Ratification et promulgation des textes - Diffusion des textes ratifiés 	1 500 000
3 Etablissement des programmes de renforcement du partenariat ONGs - Gouvernement, Association féminines	<ul style="list-style-type: none"> - Séminaire tenues - Nombre des programmes rédigés - Rapport de Séminaire - Textes promulgués 	MPO MASF SPONG, OILONG, ONGS, CAFET,	<ul style="list-style-type: none"> - Tenu d'un séminaire de réflexion sur la synthèse de partenariat existant - Rédaction des programmes de départements - Journées de réflexion sur le projet de programme de partenariat 	1 000 000
	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de programmes élaborés et vulgarisés 	MUGS, MASF Parlement SPONG, CAFET, RNT	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation des programmes élaborés 	5 000 000
COUT TOTAL :				24 000 000

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
4- Mise sur pied de mesure incitatives en faveur des ONGS oeuvrant en direction des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Journé de réflexion tenues - Nouveau cadre défini 	MPC MASF CILONG CAFET	<ul style="list-style-type: none"> - Journée de réflexion sur l'identification des blocages au partenariat gouvernement-ONGS - Rectification d'un cadre de coopération ONGS-GVMT 	5 000 000
5- Mise sur pied des programmes d'appui aux associations féminines	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de programmes collectés - Journées de concertation organisées - Journées élaborés - Journées de positionnement organisée 	MPC MASF MPC CAFET Coord.ONG MPC MASF MPC	<ul style="list-style-type: none"> - Collecte et analyse des programmes de développement des organisations féminines - Journées de concertation avec les organisations féminines locales - Elaboration d'un programme d'appui - Journées de positionnement des bailleurs de fonds 	1 500 000 5 000 000 1 000 000 1 000 000
COUT - TOTAL				8 500 000

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
6 - Création au sein de la chambre de commerce d'un organe spécifique pour la promotion des affaires des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Organe créé - Budget alloué 	Ministère de commerce Patronat MAASF	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse institutionnelle de la chambre de commerce - Création de l'organe - Equipement et fonctionnement 	200 000 10 000 000
COUÏ TOTAL :				10 200 000
7 - Développement d'un système de crédit agricole en faveur des femmes (au sein de l'ONDR)	<ul style="list-style-type: none"> - Système de crédit analysé - Séminaire tous - Nouveau système de crédit élaboré 	BIEP, MAASF, Coord ONG Ministère de l'Agriculture MAASF, Coord ONG Ministère de l'Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse des systèmes des crédits agricoles existantes - Séminaire de réflexion sur le système de crédit agricole - Elaboration d'un nouveau système de crédit à l'ONDR 	1 000 000 5 000 000 1 500 000
COUÏ TOTAL :				7 580 000

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
§ - Réalisation d'une étude pour la création de deux établissements polytechniques de formation féminine des affaires des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de missions d'identification effectuées - Nombre de projets élaborés et financés 	MPC MASSIF MPC, MASSIF	<ul style="list-style-type: none"> - Identification et analyse des besoins de femmes en formation technique - Elaboration des projets appropriés - Recherche de financement et mise en œuvre de projets de finances 	5 000 000 5 000 000
§ - Etablissement des plans stratégiques d'intervention des ONGS associations féminines	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier tenu - Plans stratégiques élaborés 	OILONG FONGT Associations	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier sur l'analyse des différents plans des ONGS et associations féminines - Elaboration des plans stratégiques directeurs 	10 000 000 5 000 000
COÛT TOTAL:				5 000 000
COÛT TOTAL:				15 000 000

PROGRAMME 2:**Participation à la Paix****Objectif Global:**

- Accroître la participation des femmes y compris des personnes déplacées à la prévention, à la gestion, à la résolution des conflits et processus de paix.

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
Constitution de deux (2) équipes de suivi de carrière des femmes dans l'armée et la police urbaine et municipale	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des femmes dans les grades supérieurs de l'Armée et police 	Ministère de la défense Ministère de l'intérieur MANSF (DPP) MAF PT		19 707 000
COUT TOTAL:				19 707 000

PROGRAMME 3:**EDUCATION - FORMATION****Objectif Global:**

• Créer les conditions d'amélioration de la situation Scolaire

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
1 - Construire 8000 Isiânes séparées pour filles dans les établissements scolaires	- nombre de Isiânes construites et disponibles	MEN Projets PADS MASF (DFP)		1 800 000 000
COUT TOTAL:				
2 - Produire 15 000 manuels de formations des filles à des tâches artisanales dès le cours élémentaire	- Manuels produits et disponibles	MEN MASF MT (Direction de l'Artisanat)		100 000 000
COUT TOTAL:				
3 - Réduire de 10% le coût des livres et autres manuels scolaires en faveur des filles	- prix en faveur des filles fixés et appliqués	Ministère de Commerce Ministère de Finances MASF, MEN		
COUT TOTAL:				
COUT TOTAL:				
1 900 000 000				

PROGRAMME 3:**EDUCATION - FORMATION****Objectif Global:**

- Créer les conditions d'amélioration de la situation Scolaire

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
1 - Construire 8000 écoles séparées pour filles dans les établissements scolaires	- nombre de latrines construites et disponibles	MEN Projets PADS MASF (DPP)		1 800 000 000
COUT TOTAL: 2 - Produire 15 000 manuels de formations des filles à des tâches artisanales dès le cours élémentaire	- Manuels produits et disponibles	MEN MASF MT (Direction de l'Artisanat)		100 000 000
COUT TOTAL: 3 - Réviser de 10% le coût des livres et autres manuels scolaires en faveur des filles	- prix en faveur des filles fixes et appliqués	Ministère de Commerce Ministère de Finances MASF, MEN		100 000 000
COUT TOTAL:				1 900 000 000

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
4 - Créer dix (10) garderies dont cinq (5) à NiDiambèna pour accueillir spécialement les enfants des filles mères poursuivant des études	<ul style="list-style-type: none"> - Garderies créées et disponibles - Personnel recrutés et disponibles 	MASF MEN MSP Mairie		220 000 000
COUT TOTAL: 5 - Créer cinq (5) établissements dont le programme permet l'insertion dans le circuit de production	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissements créés et disponibles 	MASF MEN		500 000 000
COUT TOTAL: 6 - Production de 2500 manuels de formation sur le thème "Femme et Développement" (conception, édition, et impression)	<ul style="list-style-type: none"> - Manuels produits, livrés et distribués dans les écoles 	MASF MEN		20 000 000
COUT TOTAL:				20 000 000
COUT TOTAUX				740 000 000

PROGRAMME 4:**AFFAIRES SOCIALES ET SANTE****Objectif Global:****Améliorer la situation Socio - Sanitaire de la Femme**

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
1 - Création de cinq (5) centres de prises en charge de la santé mentale des femmes (NiJamena, Serh, Moundou, Akéché, Bongor)	- Nombre des structures créées	MASF MSP		1 500 000 000
COUT TOTAL:				1 500 000 000
2 - Enquête d'identification et de recensement des besoins des femmes	- Résultat d'enquête	MASF		9 000 000
COUT TOTAL:				8 000 000
3 - Multiplication des groupements féminins	- Nombre de groupements créés	MASF		25 000 000 (500 000 /an)
COUT TOTAL:				25 000 000
COUT TOTAL:				1 533 000 000

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
4 - Séminaire de formation de cent (100) animatrices de groupement existants en gestion de crédits	- Séminaire organisé	MASF Ministère de Commerce et Industrie		3 950 000
COUT TOTAL: 5 - Création des quartiers de mineurs et des femmes dans les maisons Orphel	- Bâtiment personnel et équipements disponibles	MASF MJOS		155 000 000
COUT TOTAL:				155 000 000
COUT TOTAL:				158 950 000

PROGRAMME 9:
INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION (IEC)
EN APPUI AU PLAN D'ACTION MULTI SECTORIEL IFD
(SUITE)

Objectifs Globaux:

- Développer les Ressources Humaines Féminines

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	COUTS
Réaliser et diffuser 48 émissions de sensibilisation des femmes sur les dangers des accouchements non assistés	- Nombre d'émissions réalisées et diffusées	Radio - Tchad Télé - Tchad Maternité de N'Djardina DPP		7 920 000
COUT - TOTAL				7 920 000

PROGRAMME 5:
INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION (IEC)
EN APPUI AU PLAN D'ACTION MULTI SECTORIEL IFD
 (SUITE)

Objectifs Globaux:

- Contribuer à l'élaboration du niveau de vie Sanitaire, Social et Economique des populations

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	COUTS
1-Réaliser et diffuser 48 émissions de sensibilisation des femmes les incitant à prendre part activement à la gestion des biens communautaires	Nombre d'émission diffusé et réalisé	RNVT Direction de la régulation		7 920 000
COUT - TOTAL				7 920 000
2-Réaliser et diffuser 48 émissions de sensibilisation des hommes les incitant à l'utilisation systématique des moustiquaires	Nombre d'émission diffusé et réalisé	Projet de lutte contre le paludisme		7 920 000
COUT - TOTAL				7 920 000
3-Réaliser et diffuser 48 émissions de sensibilisation des femmes les incitant à l'utilisation systématique du sel iodé	Nombre d'émission diffusé et réalisé	RNVT TVT Direction des activités sanitaires		3 960 000
COUT - TOTAL				3 960 000
COUTS - TOTAUX				19 800 000

PROGRAMME 5: INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION (IEC)
EN APPUI AU PLAN D'ACTION MULTI SECTORIEL IFD
 (SUITE)

Objectifs Globaux:

- Développer un programme d'IEC pour appuyer les projets féminins

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	COUTS
1. Créer une unité de communication auprès de la DPF	Textes signés et disponibles	DPF FNUAP		55 000 000
COU - TOTAL				55 000 000
2. Tenir un séminaire à Ni/Djaména à l'indication des 40 chefs de projets et responsables de la composante IEC des projets féminins	Nombre des chefs de projets formés	MASF (DPF) MC FNUAP		50 370 000
COU - TOTAL				50 370 000
COU TS TOTALS				105 370 000

PROGRAMME 5:
INFORMATION - EDUCATION - COMMUNICATION (IEC)
EN APPUI AU PLAN D'ACTION MULTI SECTORIEL IFD

Objectifs Globaux:

- Améliorer le Statut Juridique de la Femme

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	COURS
1 - Réaliser et diffuser 52 émissions de sensibilisation sur les femmes	Nombre d'émissions réalisées	Radio Télévision, Direction de la législation Journal KASOP		6 530 000
2 - Réaliser 24 émissions de vulgarisation des textes relatifs à la promotion et à la protection de la femme		Radio Télévision, Direction de la législation, DPF		3 950 000
Coût total				3 950 000
3 - Réaliser et diffuser 24 émissions d'information des femmes sur la disponibilité et la localisation des centres d'information d'aide juridique pour les femmes:				3 950 000
COÛT - TOTAL				3 950 000
4- Réalisation de 48 émissions de sensibilisation des parents, femmes et partenaires sur les conséquences des pratiques traditionnelles néfastes à la santé des femmes et des enfants	- Nombre d'émissions réalisées et diffuser	Radio Tchad Télé Tchad MSP (Direction des activités sanitaires)		7 920 000
COÛT - TOTAL				7 920 000
COURS-TOTAUX				24 350 000

PROGRAMME 6:**AGRICULTURE - ENVIRONNEMENT****Objectif Global:**

- Renforcer la sécurité alimentaire des populations
- Développer les capacités des femmes à appréhender les problèmes liés à l'environnement ainsi que celles des Hommes à mieux gérer leurs territoires.

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	Les Ressources
1 - Création des centres de formation féminins régionaux	- Centres créés et équipés	MASF MDR		2 850 000 000
COUT TOTAL:				2 850 000 000
2 Amélioration de l'exploitation des produits de cueillettes par les femmes	- Catégories de produits de cueillettes exploitées	MASF MDR MET		7 500 000
COUT TOTAL:				7 500 000
3 - Implication des femmes dans le programme de formation de producteurs de la gomme arabique	- Nombre de femmes formées	MASF MCE MET		127 000 000
COUT TOTAL:				127 000 000
COUT TOTAL:				2 984 500 000

EMANCIPATION POLITIQUE DE LA FEMME

PROGRAMME 7 :

Objectifs Globaux:

- Assurer l'exercice effectif par la femme de tous les droits politiques, économiques socio - culturels
- Promouvoir l'égalité entre l'Homme et la Femme dans le Domaine de partage de pouvoir et de participation aux prises de décisions

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	COUTS
1- Séminaire de formation (2x 80 animatrices et animateurs de Ndjaména et de provinces en matière de lutte contre les obstacles à l'émancipation de la femme	- Nombre de séminaire organisés - Nombre d'animatrices et animateurs formés	IMASF MISD MDR		6 149 000
COUÏ - TOTAL				6 149 000
2- Production d'un guide de sensibilisation comportant les thèmes pour les animateurs et animatrices	- Nombre de guides produits et disponibles	IMASF MISD MDR		3 480 000
COUÏ - TOTAL				3 480 000
3- Production de 1000 dépliant montrant une femme face à un grand public (meeting)	- Nombre de dépliant produits	IMASF MISD MDR		2 500 000
COUÏ - TOTAL				2 500 000

4- Campagne de sensibilisation sur l'élimination de toutes les formes d'inégalité entre l'homme et la femme	• Compagnes de sensibilisation organisées	MASF MASD MC MDR	- Conférence décal - Journée de réflexion - Organisation de 50 réunions avec les hommes sur la nécessité de libérer leur femme pour d'autres activités hors du foyer - 14 tournées de sensibilisations dans les 14 préfectures	3 392 700
5- Construction de 5 crèches/gardieries à Ndjaména	- Nombre de bâtiments construits	MASF MSP MUGS	- Etude de prospection - Fabrication des briques - Elevation des murs - Pose de la charpente - Pose de la toiture - Achat et installation des portes et fenêtres - Installations diverses (Eau Electrique)	3 382 730
6- Réorganisation de la division des affaires juridiques et droit de la femme de la DPF	- Matériel divers et logistiques livrés	MASF		160 000 000
7 - Création d'un centre d'information et d'aide juridique aux femmes (Maison de la femme)	- Centres créés et équipés	MASF		9 402 300
8 - Appui aux activités de l'AFJT et d'autres associations féminines ou ONGS œuvrant en faveur de la femme (formation, assistance matérielle et financière)	- Nombre des associations féminines bénéficiaires de l'assistance	MASF MPAT ONG		169 000 150
COUT - TOTAL				169 000 150
COUT - TOTAL				150 000 000
COUTS - TOTAUX				503 914 100

SOCIALISATION - FAMILLE - PETITE FILLE

PROGRAMME 9:
Objectifs Globaux:

- Eliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des filles
- Promouvoir le Développement de la Femme

Les Actions	Les Indicateurs	Les Acteurs	Les Principales étapes	COUFS
1 - Réviser le programme scolaire en y incluant les droits de femmes et des enfants	- Programme révisé	MEBSA MUGS		18 456 900 000 18 456 900 000
COUFS - TOTAL				
2 - Informer et sensibiliser les femmes sur leurs droits et devoirs	- Nombre des missions réalisées et diffusées - Nombre de meetings organisés - Nombre de conférence et causerie-débat - Nombre de spots publicitaires	MASF MISD		6 425 000
COUFS - TOTAL				
3 - Réviser le décret N°58/02/03 portant sur le travail de nuit des femmes	- Décret révisé	MASF MUGS AFGT		5 425 000
COUFS - TOTAL				
4 - Promouvoir la scolarisation des filles en leur octroyant Bourses d'études et alphabétiser les femmes	- Nombre de Bourses octroyées - Nombre de femmes alphabétisées	MEBSA MASF		61 826 000
COUFS - TOTAL				
5 - Créer 5 centres de formation initiale et continue pour les femmes (N'Djaména, Sarh, Moundou, Abéché et Bongor)	- Nombre de structures créées et équipés	MEBSA MASF		61 825 000
COUFS - TOTAL				
6 - Elaborer 15 680 manuels d'enseignements sur le thème femme et développement	- Nombre de séminaires organisés	MEBSA MASF		410 000 000 26 500 000
COUFS - TOTAL				

PAUVRETE

INSTITUTIONS	ANNEES	REALISATIONS	DIFFICULTES	RECOMMANDATIONS
L'EGOUVERNEMENT	1995-1999	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de réduction de la pauvreté et action en faveur des femmes au Tchad, Financement BAD - Tchad - Codi : 5 600 000 000 Fcs cda dont 500 000 000 de contribution de JETAI - Devs programme N°1 Appui au développement de l'économie rurale; - volet 2 : participation des femmes sur développement, Financement: Union européenne: 33 000 000 Fcs cda - Projet appui à la promotion féminine, Financement FNUAP - Codi : 802 452 200 Fcs cda - Projet JDF Ouaddai - Salamaï et projet Action Sociale et Promotion Femelle, Financement Coopération Française - Codi : 300 000 000 Fcs cda - Formation de plus de 20 Femmes de l'association des femmes en réussite au coulture avec financement FONAP - Octroi de 34 Mjara crédit aux femmes de 70 groupements féminins pour la petit commerce montant 14 778 000 Fcs cda - 232 prêts aux femmes handicapées sur le fonds de garanties SENAFET - Codi emprunt 40 000 000 Fcs cda - Création d'un centre de formation en Coopération pour l'RD - Suppression des impôts de capitation par le Président de la République au profit des femmes - Information et sensibilisation sur l'entrepreneuriat féminin (SENAFET 98) - Codi : 25 000 000 Fcs cda - Participation au séminaire international sur l'entrepreneuriat féminin à cotéou sur Bénin - Appui à la restructuration du Centre de tissage manuel féminin Financement PNUD - BIT - Codi 89 710 000 Fcs cda 	<ul style="list-style-type: none"> - Retard de 2 ans dans la mise en œuvre du projet - Difficultés d'accès des femmes aux crédits - L'absence dans la définition et la mise en œuvre d'un cadre de coopération Gouvernement-ONG et association féminine - Insuffisance de concertation entre les ministères de commerce, de l'édition Sociale et de la Famille et le patronat pour la création au sein de la chambre de commerce d'un organe spécifique pour la promotion des affaires des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer les conditions favorables d'accès des femmes aux crédits - Former les femmes à la transformation, à la conservation et à la commercialisation des produits locaux - Poursuivre les efforts de décongestion de la SENAFET afin de régénérer des ressources au profit des femmes rurales - Accélération du processus d'élaboration et de mise en œuvre d'un cadre de coopération - Institution d'un réseau dynamique favorable à la création d'un organe spécifique aux femmes d'illustres

2 PARTICIPATION A LA PAIX

INSTITUTIONS	ANNEES	REALISATIONS	DIFFICULTES	RECOMMANDATIONS
<p>L'EGOUVERNEMENT et Organismes privés</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une Institution nationale chargée de règlement des conflits (institution d'un médiateur national) - Sensibilisation (125 de la SEMAFET édition 98) - pour la paix avec thème thème: " Femme et Culture de Paix" (20 000 000 Fc) - suivi de es mter de des femmes dans l'Administration, l'armée et la police - Participation du Tchad à la Conférence de L'AGOS sur la Paix dont les Femmes sont membres de la délégation; - participation des femmes à la conférence internationale sur la culture de la Paix en Zanzibar. - Apport à l'association pour la médiation entre dirigeants et cultivateur au Tchad, organisant quatre séminaires de sensibilisation et d'éducation dont 180 participants à Maro, Moissala, Goré et Béroué (stud du pays) - Equipement du centre Martin L'Utér King de communication non violente à Mourdoum (Sud du pays) (8 562 500 Fcs est) - Equipement de l'entente des églises et des missions évangéliques au Tchad (3 200 000 Fcs est) 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des Femmes dans l'Institution; - non implication des Femmes dans les initiatives de négociations de Litvialier Gabon - Insuffisance de cadre de réflexion à l'intention des Femmes sur le problème de la Paix dans le Pays; - Manque d'appui des associations féminines devant dans le domaine de la paix par le Gouvernement; - Manque des enseignantes formées et programme étendu de l'éducation à la paix - L'insécurité persiste dans les campagnes et perturbe les actions de développement; - que même les ONGs et associations divers, - La non prise en charge de la santé mentale de la population en général et des femmes en particulier 	<ul style="list-style-type: none"> - Implication des femmes dans le règlement des conflits; - Inclusion des Femmes dans l'Institution Nationale chargé des règlements de conflits - Initiatives débats à l'intention des Femmes sur l'insécurité dans le pays; - Améliorer le Gouvernement à prévoir dans le Budget un chapitre pour le soutien aux associations féminines qui travaillent pour la paix dans le pays; - Former les enseignantes et élaborer des programmes sur l'éducation à la paix - Apporter l'assistance nécessaire à ces Institutions privées dans les efforts qu'elles déploient pour contribuer à entretenir la paix dans le pays. - Accélération de la création des 5 centres de prise en charge de la santé mentale des femmes (M'Doundou, Saré, Mourdoum, Abéché et Sangha) et la formation de personnel qualifié

PAUVRETE (SUITE)

INSTITUTIONS	ANNEES	REALISATIONS	DIFFICULTES	RECOMMANDATIONS
- Organismes Privés	1982-1988	<ul style="list-style-type: none"> - Création des activités génératrices de revenus en faveur des personnes handicapées, en majorkiles des femmes (jardinage, culture de Soja, fabrication de savon) - Définition en technologies appropriées (Moudin) - Appui aux groupements des femmes de Kiba (2 524 800 Fcs cfa) - Appui aux groupements des transformateurs des Euh: à Sahr - Développement de AGIR, petit commerce, équipement en matériel de transformation des produits locaux, crédits, approvisionnement et développement 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de formation des femmes en milieu rural - Faible accès des femmes aux moyens de production (terre, intrants) 	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier la formation professionnelle et technique des femmes - Accéder le processus d'élaboration, l'adoption et de mise en application du code des personnes et de la famille, susceptible de garantir les droits des femmes y compris leurs accès à ces moyens de production - Multiplier les crédits et subventions en leur faveur

3 - EDUCATION - FORMATION

INSTITUTIONS	ANNEES	REALISATIONS	DIFFICULTES	RECOMMANDATIONS
L-GOUVERNEMENT		<ul style="list-style-type: none"> - 460 centres d'alphabétisation et 30 centres d'encadrement de la petite enfance équipés en matériels didactiques; - Equipement de 14 000 Femmes agricultrices en matériel scolaire; - 160 Femmes titrées au technologie appropriées; - 160 Armateurs et 30 cadres formés aux approches d'éducation de base non formelle; - 33 Femmes militaires tous grades confondus, formées dans différentes disciplines: CST, CS2, BT, CIA; - 4 Femmes formées en administration publique à l'ENAM; - Création et équipement de deux garderies à Mouroual N'Djaména et Gaudle; - Formation des Femmes membres de groupements féminins en gestion de crédits - Formation de 42 Femmes en couture ordinaire; - Formation de 15 Femmes en couture professionnelle - Formation de deux formatrices en épingerie et crédié au Burkina - Faso - Formation de 60 Militières d'agriculture - Recrutement et formation de 33 féminins par le PSAP 	<ul style="list-style-type: none"> - non implication des parents et autorités locales dans l'élaboration des stratégies; - persistance des pesanteurs socio-culturelles - difficultés d'obtention de bourses de formation et scolarisation - absence d'une unité féminine dans l'armée nationale; - Conditions sociales difficiles des femmes militaires; - non implication des femmes militaires dans le règlement des conflits - Les 10 garderies dont 5 à N'Djaména ne sont pas créées 	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer davantage les parents et les autorités locales dans tous les domaines - Sensibiliser les autorités traditionnelles sur le bien fondé de la chose - Négocier les bourses avec les pays favorables à la formation et scolarisation des femmes militaires - Réorganiser les unités dans l'armée en tenant compte de la spécificité des femmes - Allouer des crédits aux femmes militaires - Mettre impliquer les femmes militaires dans la gestion et règlement des conflits - Poursuivre les efforts de création

3 - EDUCATION - FORMATION (SUITE)

INSTITUTIONS	ANNEES	REALISATIONS	DIFFICULTES	RECOMMANDATIONS
L-GOUVERNEMENT		<ul style="list-style-type: none"> - Information et sensibilisation des femmes sur leurs droits et devoirs par le biais de la RR, la "voix de la femme Togolophone", SEMAFET; - Organisation d'un séminaire de sensibilisation sur les pratiques traditionnelles néfastes à la santé de la mère et de l'enfant; - Formation des 22 jeunes filles à la fabrication de painsec à base d'arachide et de bougale; - Formation des points focaux des ministères et associations de la société civile (60 participants) ; - 135 femmes alphabétisées; - création d'un centre de formation en coopérative pour l'FD; - Séminaire de sensibilisation des leaders religieux traditionnels et d'origine sur la politique d'IFD de Beijing - Participation des enseignantes maitres de SET au voyage d'étude à l'intérieur et à l'extérieur (France, Niger, Togo, Gabon, Tunisie); - Formation des 5 éducateurs pour décentraliser l'appui et le suivi des organisations des personnes handicapées; - 309 bourses octroyés aux handicapés de 11 Diarabou et de provinces pour la formation aux métiers; - Financement du centre de formation technique des handicapés ruraux; encadre-ment des filles et femmes sourdes et malles de CEFET mais n'ayant pas la chance de continuer leurs études. (4 000 000 Fcs cfa) - 30 centres d'éducatons communautaires ruraux et urbains créés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise utilisation et location des points focaux; - Mauvaise gestion des crédits alloués 	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer d'avantage les parents et les autorités locales dans tous les domaines - Sensibiliser les autorités traditionnelles sur le bien fondé de la chose - Négocier les bourses avec les pays favorables à la formation et spécialisation des femmes militantes; - Réorganiser les unités dans l'armée en tenant compte de la spécificité des femmes - Allouer des crédits aux femmes militaires; - Mieux impliquer les femmes militantes dans la gestion et règlement des conflits - Consolider les acquis; - Poursuivre et intensifier la formation professionnelle des personnes handicapées - Former les handicapés en gestion des ressources

4 - SANTE - AFFAIRES SOCIALES

INSTITUTIONS	ANNEES	REALISATIONS	DIFFICULTES	RECOMMANDATIONS
<p>L-ÉCOUVEREMENT et Organisations Privés</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Enquête d'identification et de recensement des besoins des femmes - Multiplication des groupements féminins grâce aux projets "Appui à la promotion féminine" financés par la FNUAP et "Action Sociale et Promotion Féminine" financés par la coopération Française. - Création des bureaux d'échange dans les 8 arrondissements de NiDjaména - Mise en place d'un système de micro-crédit avec financement du projet FNUAP. - Création des garderies des mineurs et des femmes dans les districts d'arrêt de NiDjaména - Adoption d'une politique de santé en faveur des femmes ("Soins de santé maternelle et infantile sans risque") - Assistance aux personnes handicapées malades dont 8 ont subi l'intervention chirurgicale. - vaccination d'enfants dans 20 villages à Bédéaya; - Construction d'un centre de santé; - Appui aux activités du centre de formation et de promotion nutritionnelle de NiDjaména (\$ 265 000 Frs cfa) - Accouchement assisté aux centres de santé: 84,93% - Prélèvement nutritionnel dans la préfecture du Kanem - Éducation nutritionnelle dans les préfectures et régions Occidentales, Orientales et de la Tontoué - Prise en charge des malades dans la région de Faya-Langoum - Evaluation des retards en matière de santé et de nutrition à NiDjaména - Création des structures de lutte contre le SIDA (Programme National de lutte contre le SIDA, Commission Technique de lutte contre le MSTR/SIDA, Comité National de lutte contre le MSTR/SIDA, Fonds de soutien aux activités en matière de population (FOSAP) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les besoins de la majorité des femmes ne sont pas satisfaits. - Ces différents groupements éprouvent des difficultés en matière de "gestion financière, matérielle" ... - Les arrondissements municipaux ne sont pas accessibles aux enfants nécessitant protection spéciale car les enfants les assistant aux institutions de répression. - Il manque de spécialistes dans ce domaine (éducation spécialisée, psychologue, gynécologue,... - Beaucoup de femmes ignorent celle politique en faveur des femmes en matière de soins de santé et maternité sans risque - Quelques malades n'ont pu recevoir les soins nécessaires à cause de la famine - Problème de prise en charge des femmes enceintes dans les structures sanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter des solutions, surtout aux besoins Primaires (loger, nourrir, éduquer...) - Former tous les membres des groupements en gestion des fonds et stocks - Créer des bureaux d'échange en dehors des arrondissements de manière à ce que ces enfants puissent s'exprimer librement et sans aucune contraintes - Former des spécialistes dans ce domaine (créer un cycle pour éducation spécialisée à L'INMAS, ouvrir un département de psychologie au sein de l'université de NiDjaména - Création de P.E.C - Apporter l'aide alimentaire et sanitaire aux handicapés malades et démunés - Améliorer les conditions de prise en charge des femmes enceintes

NB: En ce qui concerne la santé, la plus grande source d'information est la documentation nationale de santé

5 - COMMUNICATION (IEC)

INSTITUTIONS	ANNEES	REALISATIONS	DIFFICULTES	RECOMMANDATIONS
L. SÖJERBERGEMANT		<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation et diffusion des émissions de sensibilisation des femmes, parents et partenaires aux les pratiques traditionnelles nuisibles à la santé de la mère et de l'enfant. - Émissions sur la sensibilisation des femmes à l'utilisation du sel iodé. - Achat de matériel audio-visuel. - Formation de la responsable de GTZ de Serh en mobilisation sociale techniques d'animation et de communication. - Formation de 24 communicateurs en genre et problématique de scolarisation des filles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Cas émissions n'existent pas dans toutes les langues du pays. - Les femmes ne font pas de distinction entre le sel iodé et non iodé sur les marchés matériel courants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les vulgariser ces émissions en toutes langues du pays. - Le poursuivre de la formation du personnel de communication. - Contrôler systématiquement les fournisseurs de sel iodé, mentionner le terme "sel iodé" sur les emballages. - Solliciter des partenaires sociaux pour acquisition de ce matériel.

6 - AGRICULTURE - ENVIRONNEMENT

INSTITUTIONS	ANNEES	REALISATIONS	DIFFICULTES	RECOMMANDATIONS
<p>1. <u>GOVERNMENTS of Organisms Privés</u></p>		<ul style="list-style-type: none"> - Création de 409 points d'eau moderne; - Equipement en pompes à manège humaine de 130 locaux augmentant de 13% la couverture des bassins en eau potable dans la zone couverte par le programme UNICEF; - Mise en place de 205 comités villageois - Construction des latrines dans 49 écoles et 20 centres de santé; - Promotion de jardins et reboisement dans 75 écoles; - Construction, des 300 logements contribuant à la lutte contre le réchauffement; - 180 enseignants membres de SET formés en environnement; - Encadrement de 1500 groupes de femmes suivis par le PSAP - Formation de tous les agents à l'approche genre et développement - Formation des agents à la méthode de diagnostic globale participative 	<ul style="list-style-type: none"> - La problématique des femmes rurales à l'égard de l'eau même si des efforts ont été faits; - Insuffisance de la diffusion et de la vulgarisation des technologies appropriées pour alléger la pénibilité des tâches des femmes; - Insuffisance de formation des femmes en gestion de l'épargne-crédit; - Insuffisance des technologies nouvelles et renouvelables pour améliorer l'efficacité du bois de chauffe et du charbon par les ménages; - Les devoirs des femmes en tant que mères, épouses et leurs obligations professionnelles limitent leurs possibilités de participer aux activités de formation; - Problème d'analyse et de gestion au sein des organisations féminines; - Difficultés de contact des animateurs avec les femmes dans certaines zones; - Insuffisance du personnel féminin dans le dispositif PSAP 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer les programmes de formation en tenant compte des occupations des femmes; - Accroissement du processus d'élaboration, d'adoption et de mise en œuvre du code des personnes et de la famille - Développer et vulgariser des formations spécifiques ayant trait au système de production agro-élevé-piscicole - Sensibiliser la population, singulièrement les femmes à la collaboration avec les animateurs - Renforcer les capacités des femmes dans le traitement et la commercialisation de la gomme arabique

DROITS HUMAINS - VIOLENCE:

INSTITUTIONS	ANNEES	REALISATIONS	DIFFICULTES	RECOMMANDATIONS
- GOUVERNEMENT		<ul style="list-style-type: none"> - La Commission chargée d'élaborer le code des personnes et de la famille est renforcée - Création de la Commission Nationale des droits de l'homme renfermant 6 femmes - Création et mise en place du haut conseil de la Communication - Projet "Appui à l'élaboration et à la mise en place d'un Code des personnes et de la famille financé par le FNUAP pour un montant de 104 372 000 Frs et dont 42 500 000 de contribution du Gouvernement - Organisation de campagne de sensibilisation sur la CEDEF en collaboration avec l'AFET - Information et sensibilisation des femmes sur leurs droits et devoirs lors de la journée panafricaine des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un centre d'information et d'aide juridique aux femmes à la direction de la promotion de la femme 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un centre d'information et d'aide juridique sur profil des femmes au sein de la DPF

7 -

DROITS HUMAINS - VIOLENCE: (SUITE)

INSTITUTIONS	ANNEES	REALISATIONS	DIFFICULTES	RECOMMANDATIONS
- GOUVERNEMENT et Organismes privés		<ul style="list-style-type: none"> - AG des femmes sur l'éducation familiale pendant laquelle la violence au foyer a été débattu - 3 séminaires de formation et de sensibilisation sur la CEDEF à NiDjainona, Sakh el Doba - Participation des enseignantes au séminaire de formation sur le Sida et les droits humains - 3D émissions radiophoniques réalisées et diffusées puis 8 réunions au journal sur les droits de personnes handicapées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Persistances de viol, mutilations sexuelles et services contraceptifs - Cf environnement 	Poursuivre des actions de sensibilisation

IV^o) - DIFFICULTES

*V^o) – RECOMMANDATIONS ET
PERSPECTIVES*

ACTIONS STRATEGIQUES A ENTREPRENDRE POUR LES 5 PROCHAINES ANNEES

* Au niveau national

- Procéder à la réactualisation du PANM avec l'appui des bailleurs de fonds.
- Accélérer le processus de la mise en œuvre du PANM par l'organisation d'une table ronde pour la mobilisation des ressources nécessaires.
- Institutionnaliser la journée mondiale de la femme rurale ;
- Pérenniser les journées internationales de la femme. Telle que JIF, Panafricaine ainsi que le Semaine Nationale de la Femme (SENAFFET) ;
- Elaborer un plan de formation des différents points focaux sur des thèmes spécifiques et un appui à la dynamisation du Comité National d'Intégration de la femme au Développement.
- Créer des sections et cellules de IFD dans les centres urbains ;
- Régulariser et rendre opérationnel le RESEFAC/CIHAD et ce dans un bref délai.

* Au niveau national

- Création des centres d'informations, de documentation et de formation pour la Femme ;
- Fixation des quotas au niveau national pour la désignation des femmes aux postes de responsabilités dans les sections publiques et privés ;
- Stabilisation des femmes au niveau des instances de décisions ;
- Promotion de l'éducation civique au niveau des écoles, des foyers et de la communauté ;
- Promotion des réseaux des ambassadeurs pour la paix dans des écoles (enfants).

* Au niveau sous-régional et régional :

- Mobilisation des Fonds au niveau sous-régional ;
- Appui institutionnel de CEMAC au RESEFAC ;
- Appui du CDRS – CA pour soutenir le démarrage des activités de RESEFAC ;
-
- Organisation des séminaires-ateliers pour harmoniser la compréhension du concept genre dans la sous-région.

* Au niveau de sous-région internationale

- renforcement des liens entre le CAP, le CDRS-AC et les Etats membres de la sous-région ;

III/ DIFFICULTES

- 1 - La grande difficulté et non de moindre est que le plan d'action national multisectoriel est volumineux et trop coûteux. Il a connu un financement mitigé. Cependant, il sert de cadre à d'autres programmes nationaux et aux ONGS.
- 2 - Un des problèmes non les moindre demeure le suivi de partenaires impliqués dans la mise en œuvre des plates-formes en raison des difficultés d'ordre institutionnel auxquelles est confronté le Comité National d'Intégration de la femme au Développement (CNIFD) ;
- 3 - Une autre difficulté à signaler est celle de la capacité de mobilisation des bailleurs e faveur de la mise en œuvre du PANM.
- 4 - Il se pose un problème crucial de collecte des données statistiques sur les femmes.